



## DES DISPARITÉS SELON LES BASSINS D'EMPLOI

En rapportant le nombre trimestriel de reprises d'emploi au nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A ou B sur la période, on obtient un taux de reprise d'emploi de 11,5% en Auvergne-Rhône-Alpes. Le taux de reprise d'emploi varie significativement selon le bassin d'emploi de rattachement du demandeur d'emploi (cf carte 1).

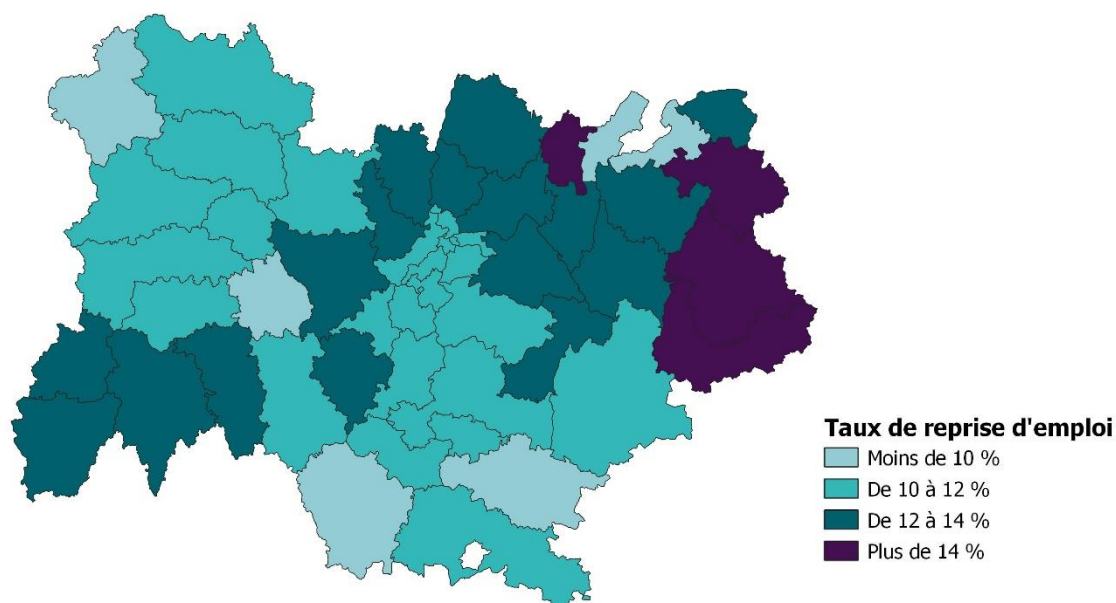
Les bassins de Tarentaise (17,3%), Maurienne (16,9%) et Vallée de l'Arve (15,4%) enregistrent les taux de reprise d'emploi les plus élevés de la région.

A l'opposé les bassins de Vallée de la Drôme (8,8%), Pays de Gex (9,1%), Aubenas (9,2%) et Ambert, Montluçon et Genevois français (9,6%) se distinguent par les taux de reprise les plus faibles de la région.

En un an, le taux de reprise d'emploi augmente de +0,3 pt en Auvergne-Rhône-Alpes. Seul le département du Cantal (-0,5 pt) est en baisse, notamment dans le bassin d'Aurillac (-0,9 pt). Le Puy de Dôme et la Haute-Savoie (+0,6 pt) sont les départements qui enregistrent les hausses les plus fortes. (cf carte 2).

### CARTE 1 :

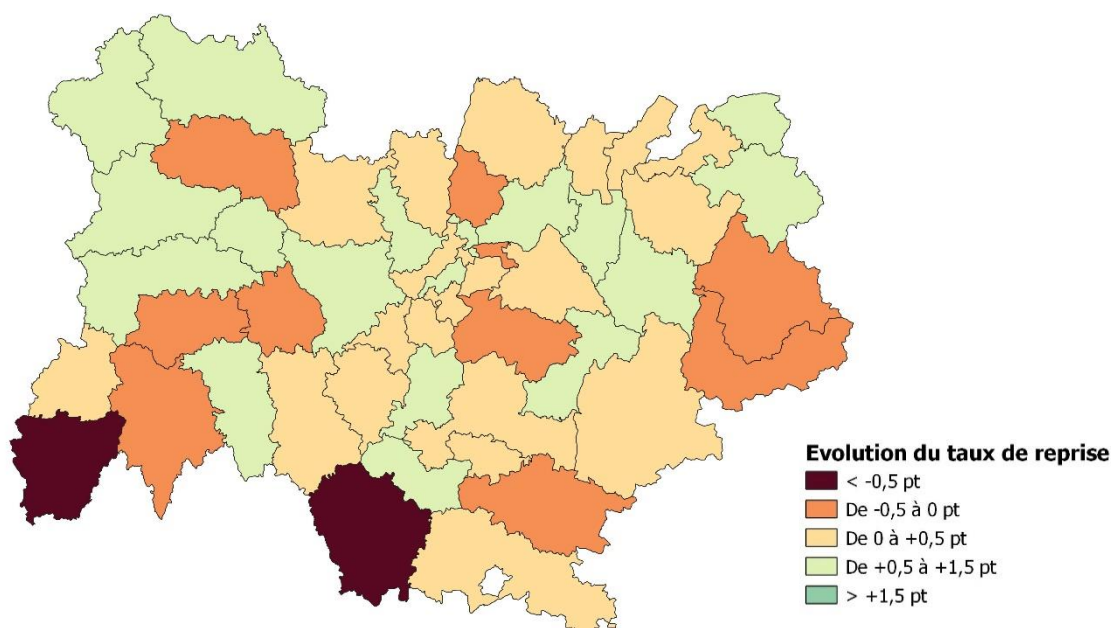
#### TAUX DE REPRISE D'EMPLOI DES DEMANDEURS EN CATEGORIES A OU B PAR BASSIN D'EMPLOI AU 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2022



Source : Fichier Historique des demandeurs d'emploi (Pôle emploi) et DPAE (Acos - CCMSA) - Données brutes

### CARTE 2 :

#### EVOLUTION DU TAUX DE REPRISE D'EMPLOI ENTRE LE 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2021 ET LE 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2022 PAR BASSIN D'EMPLOI



Source : Fichier Historique des demandeurs d'emploi (Pôle emploi) et DPAE (Acos - CCMSA). Données brutes

## UN TAUX DE REPRISE D'EMPLOI PLUS IMPORTANT CHEZ LES JEUNES DEMANDEURS D'EMPLOI

Les reprises d'emploi sont proportionnellement plus fréquentes parmi les demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans. En effet, parmi les jeunes inscrits en catégories A ou B au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2022, 17,0% ont repris un emploi (cf tableau 1).

A l'inverse, les seniors sont ceux pour lesquels le taux de reprise d'emploi est le plus faible (7,8%).

Ce taux varie également selon l'ancienneté d'inscription : il atteint 12,4% parmi les chômeurs inscrits depuis moins d'un an, contre 10,1% parmi les chômeurs de longue durée.

En termes d'évolution sur un an, la plus forte hausse du taux de reprise d'emploi concerne les seniors et les ouvriers ou employés non qualifiés (+0,5 pt). Le taux des demandeurs d'emploi cadres stagne.

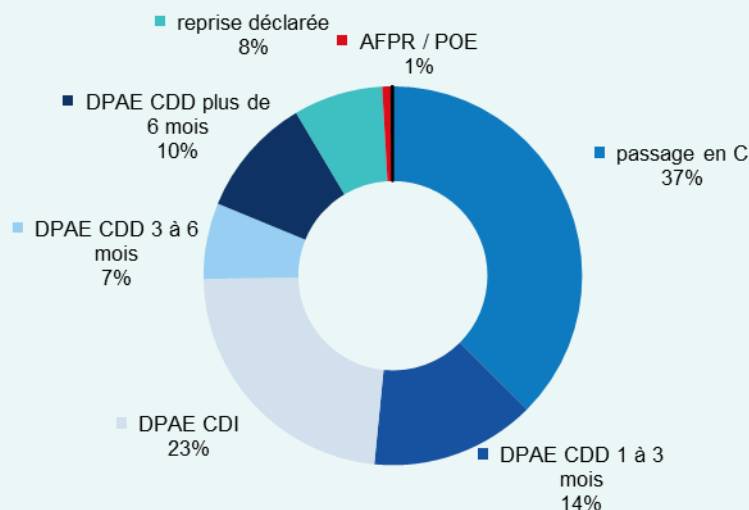
**TABLEAU 1 :**  
**NOMBRE DE REPRISES D'EMPLOI DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN CATEGORIES A OU B SELON LES CARACTERISTIQUES DES DEMANDEURS D'EMPLOI**

	Nombre de reprises d'emploi 3ème trim 2022	Nombre de reprises d'emploi 3ème trim 2021	Taux de reprise d'emploi au 3ème trim 2022	Taux de reprise d'emploi au 3ème trim 2021
<b>Total Auvergne-Rhône-Alpes</b>	<b>142 874</b>	<b>153 179</b>	<b>11,5%</b>	<b>11,2%</b>
<i>dont demandeurs d'emploi</i>				
de moins de 25 ans	25 458	29 497	17,0%	16,9%
de 25 à 49 ans	90 736	96 819	12,1%	11,7%
de 50 ans et plus	26 680	26 863	7,8%	7,2%
inscrits depuis un an ou plus	49 540	58 247	10,1%	9,7%
inscrits depuis moins d'un an	93 334	94 932	12,4%	12,3%
hommes	68 690	74 406	11,6%	11,3%
femmes	74 184	78 773	11,4%	11,1%
ouvriers non qualifiés	10 958		11,0%	
ouvriers qualifiés	13 820		13,1%	
employés non qualifiés	29 903		10,2%	
employés qualifiés	59 164		11,7%	
techniciens et agents de maîtrise	14 443		11,2%	
cadres	11 325		11,6%	

## ENCADRÉ N°1

### ANNEXES

**GRAPHIQUE 2 :**  
**COMPOSITION DES REPRISES D'EMPLOI AU 3<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2022**



Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022, les déclarations préalables à l'embauche d'un mois ou plus représentent 54% des reprises d'emploi (cf. graphique 2) au niveau régional.

37% des reprises d'emploi sont repérées par une bascule en catégorie C.

Les passages en formations AFPR ou POE individuelle contribuent de façon très faible au nombre de reprise d'emploi (soit 1%).

A noter cependant que certaines de ces bascules en catégorie C sont associées à une DPAE d'emploi intérimaire (pour lesquelles la durée n'est pas renseignée). En revanche, lorsque les bascules en catégorie C sont associées à une DPAE en CDD de moins d'un mois, elles ne sont pas comptabilisées dans cet indicateur.

L'ordre de priorité dans la construction du nombre de reprises d'emploi explique la faible proportion de sorties pour reprise d'emploi déclarée. En effet, un demandeur qui possède une DPAE et renseigne dans le même temps une sortie pour reprise d'emploi sera compté dans le nombre de reprises d'emploi comme possédant une DPAE.

# ENCADRÉ N°2

## METHODOLOGIE

Les informations présentes dans le système d'information de Pôle emploi ne suffisent pas, à elles seules, à repérer correctement l'ensemble des retours vers l'emploi des demandeurs d'emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi retrouvant un emploi cessent d'actualiser leur inscription et sortent ainsi des listes, sans pour autant déclarer à Pôle emploi la reprise d'emploi. L'enquête trimestrielle réalisée par Pôle emploi et la Dares sur les sortants des listes montre ainsi qu'environ la moitié des sortants pour défaut d'actualisation, et un tiers des sortants pour radiation administrative (le plus souvent après une non réponse à convocation), sont en fait des sorties pour reprise d'emploi.

### Description de la DPAE

La DPAE est une déclaration obligatoire, qui doit être transmise à l'Acoss ou à la CCMSA par l'employeur dans les huit jours qui précèdent l'embauche. Les DPAE concernent l'ensemble des embauches, à l'exception des particuliers employeurs ou des employeurs publics lorsqu'ils recrutent sur un contrat de droit public<sup>(1)</sup>. On estime généralement que l'embauche est effective pour plus de 95% des DPAE déposées.

(Pour plus d'information consulter :

<https://www.urssaf.org/accueil/statistiques/nos-etudes-et-analyses/employeurs/nationale/2022/les-effectifs-salaries-oct2022.html>)

La DPAE comprend des informations sur :

- l'établissement recruteur (identification, secteur d'activité) ;
- le salarié (identification, sexe, âge) ;
- le contrat de travail (nature, durée et date d'embauche).

Les établissements de travail temporaire transmettent en début de mission une DPAE spécifique. Celle-ci ne comprend pas la durée de la mission d'intérim.

### La mesure du nombre de reprises d'emploi

Les DPAE n'étant pas exhaustives, le nombre de reprise d'emploi est construit en complétant l'information contenue dans les DPAE par d'autres informations disponibles dans les fichiers de Pôle emploi. Seuls les retours à l'emploi pour une durée supérieure ou égale à un mois sont pris en compte.

Le nombre de reprises d'emploi pour le mois M est ainsi mesuré comme le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui :

- ont une DPAE de plus d'un mois (CDI ou CDD de plus d'un mois) au cours du mois M, ou M+1 (sans être inscrits en catégories A ou B en M) ;
- ou sont repérés comme reprenant un emploi de plus d'un mois au cours du mois M parce qu'ils :
  - sont sortis des listes pour reprise d'emploi déclarée au cours du mois M ;
  - ou ont basculé en catégorie E au cours du mois M ;
  - ou ont basculé en catégorie C au cours du mois M sans revenir en catégories A ou B au cours du mois M+1, dès lors qu'ils n'exerçaient pas plus de 70 heures d'activité réduite au cours du mois M-1<sup>(2)</sup>
  - sont entrés en Action de Formation Préalable au Recrutement (AFPR) ou en Préparation Opérationnelle à l'Emploi (POE) individuelle, ces actions étant conditionnelles à un engagement de recrutement.

L'ensemble de ces règles est appliqué de façon à éviter tout double compte (reprise d'emploi durable mesurée deux mois successifs pour une même reprise d'emploi). De plus, lorsque la reprise d'emploi est repérée par une sortie des listes pour reprise d'emploi déclarée, ou une bascule en catégorie C ou E, elle n'est pas prise en compte lorsqu'elle est associée à une DPAE de moins d'un mois.

Cet indicateur permet ainsi d'approcher précisément le nombre de reprises d'emploi à partir de données administratives, disponibles rapidement et sur un champ exhaustif.

### Les catégories statistiques de demandeurs d'emploi

On distingue les 5 catégories suivantes de demandeurs d'emploi :

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi au cours du mois.
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins au cours du mois).
- Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois).
- Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Ils peuvent être en stage ou formation, en maladie, en convention de reclassement personnalisé (CRP), en contrat de transition professionnelle (CTP) ou en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi.
- Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

(1) En revanche, l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics à caractère administratif ont l'obligation d'établir une DPAE lorsqu'ils embauchent des salariés dans le cadre d'un contrat de travail de droit privé.

(2) Ce seuil de 70 h vise à limiter la prise en compte de passages de catégorie B en catégorie C due à une légère augmentation de la durée travaillée d'un mois à l'autre dans un même emploi.